

LES BESOINS SOCIAUX



Bruno Arbesau

Nasser Mansouri-Guilani
Économiste et syndicaliste

Nous traversons un moment historique. La crise en cours met en évidence la nocivité du libéralisme économique et la nécessité de sortir du capitalisme. Dès lors, des mots d'ordre comme taxer les dividendes sont légitimes mais largement insuffisants. Il est nécessaire de taxer les dividendes et les hauts revenus, car ce sont les principaux bénéficiaires des politiques libérales. Toutefois, une simple taxation relève plutôt du partage des richesses. Or, il s'agit aussi de produire autrement les richesses, d'établir un nouveau mode de développement fondé sur la solidarité, le partage et la réponse aux besoins.

Du point de vue conjoncturel, il est possible que les dividendes diminuent cette année. Par conséquent, exiger de les taxer pourrait paraître décalé. De façon plus fondamentale, à la lumière de la crise en cours, il faut interroger la logique qui justifie les dividendes. Les dividendes ont pour contrepartie la faiblesse des salaires et des dépenses pour la formation, la recherche-développement et l'investissement productif. Au lieu de laisser croître les dividendes et les taxer ensuite, il vaut mieux intervenir en amont afin que les capacités productives soient mobilisées pour répondre aux besoins et améliorer les conditions sociales. Cela requiert des droits d'intervention pour les salariés et leurs représentants sur les choix stratégiques des entreprises : emplois, salaire, formation, recherche, investissement, nature et qualité des produits, coopération...

La théorie libérale justifie les dividendes en prétendant que les actionnaires assument des risques en « investissant » leur argent. Or, sous le capitalisme financiarisé, le risque est reporté sur les travailleurs. L'argument libéral est donc infondé. Cette logique libérale conduit aussi à mobiliser les moyens financiers de l'État au service du capital, conformément à la « théorie du ruissellement » qui justifie la baisse des impôts sur le capital et la hausse des aides aux entreprises. Or, le bilan est médiocre en termes d'emploi, d'investissement et de conditions sociales. La contrepartie de cette politique est l'insuffisance de dépenses publiques pour la santé, l'éducation, la recherche, l'environnement. On en voit le résultat : les économies budgétaires mettent à mal le système face au coronavirus ; et on apprend que la recherche en la matière a été abandonnée à cause de manque de moyens. D'où aussi le besoin de nouveaux mécanismes démocratiques pour que l'argent des contribuables et les politiques publiques servent à renforcer l'appareil productif et améliorer les conditions sociales, ce qui va de pair avec le développement de services publics de qualité, au lieu de servir les soi-disant premiers de cordée. ●

Dernier ouvrage paru : *Développer les services publics : un combat d'avant-garde*. Le Croquant, 2020.